

Service prévention des risques techniques

**Arrêté préfectoral complémentaire modifiant et complétant les dispositions relatives
à la durée de l'autorisation et le montant des garanties financières de la carrière exploitée
par la société SERRE FRERES et Cie, au lieu dit « Soubeyran »
sur le territoire de la commune de MENERBES (8456)**

La Préfète de Vaucluse

- VU** le code de l'Environnement, notamment ses articles R. 181-45, R. 181-46-I et R.181-46-II ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu** le décret du 20 juillet 2022, publié au journal officiel du 21 juillet 2022, portant nomination de la préfète de Vaucluse – Mme Violaine DEMARET ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 17 août 1993 autorisant la société Serres Frères & Cie à exploiter une carrière de pierre de taille située au lieu-dit « Soubeyran » sur le territoire de la commune de Ménerbes ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°67 du 12 avril 1999 prescrivant des garanties financières pour la remise en état de la carrière exploitée par la S.A. Serres Frères et Cie au lieu-dit « Soubeyran » à Ménerbes ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2022 donnant délégation de signature à M. Christian GUYARD, secrétaire général de la préfecture de Vaucluse ;
- VU** le dossier transmis par la société Serres Frères & Cie, par courrier du 10 mai 2023, portant sur la demande de prolongation de la durée d'autorisation de la carrière située au lieu-dit « Soubeyran » sur le territoire de la commune de Ménerbes ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 31 mai 2023 ;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral transmis à l'exploitant par courrier 19 juin 2023 au titre de la procédure contradictoire, conformément à l'article R.181-45 du code de l'environnement ;
- VU** la réponse de l'exploitant précisant qu'il n'a pas d'observation sur le projet d'arrêté préfectoral qui lui a été transmis ;

CONSIDERANT que la société Serres Frères & Cie exploite à Ménerbes une carrière de roche de pierres ornementales autorisée par l'arrêté préfectoral du 17 août 1993 pour une durée de 30 ans, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

CONSIDERANT que les matériaux extraits sont destinés à la taillerie voisine ;

CONSIDERANT que la société Serres Frères & Cie souhaite prolonger la durée d'autorisation de la carrière d'une année supplémentaire, **soit jusqu'au 17 août 2024**, dans le respect des limites actuelles fixées par l'autorisation en vigueur, afin de maintenir l'activité de la taillerie le temps de l'instruction du dossier de renouvellement de la carrière pour 30 ans, déposé le 10 mai 2023 ;

CONSIDERANT notamment qu'aucune extension n'est prévue, ni de capacité ni géographique ;

CONSIDERANT que la prolongation de la durée d'exploitation demandée, consiste en un approfondissement du carreau d'exploitation actuel, à un niveau actuellement autorisé ;

CONSIDERANT l'absence de changement des conditions d'exploitation ;

CONSIDERANT que le projet de prolongation de la durée d'exploitation de la carrière au lieu-dit « soubeyran » à Ménerbes n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs ou nouveaux par rapport à l'étude d'impact initiale ;

CONSIDERANT que la demande de prolongation ne constitue donc pas une modification substantielle au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'il est proposé d'accorder à la société Serres Frères & Cie une prolongation de la durée d'exploitation de sa carrière lieu-dit « soubeyran » à Ménerbes de 1 an, soit jusqu'au 17 août 2024 ;

CONSIDERANT que les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17/08/1993 restent applicables ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de fixer ces prescriptions par arrêté préfectoral complémentaire conformément à l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

SUR proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations ;

A R R Ê T E

Article 1er

La société Serres Frères & Cie, dont le siège social est situé quartier Saint-Jacques est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour la carrière qu'elle exploite au lieu-dit « Soubeyran » sur le territoire de la commune de Ménerbes (84560).

Article 2 - Prolongation de la durée de l'autorisation

La durée d'autorisation de trente ans initialement autorisée par l'arrêté préfectoral du 17 août 1993 (article 2. alinéa 2)) est prolongée de 1 an, **soit jusqu'au 17 août 2024. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.**

L'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17/08/1993 et de ses arrêtés préfectoraux complémentaires, complétées par les dispositions du présent arrêté.

Article 3 - Garanties financières

Six mois avant l'échéance de l'autorisation, l'exploitant transmet à madame la Préfète :

- le document attestant de la constitution des garanties financières établies dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, relatif aux modalités de constitution de garanties

financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement, et dont le montant a été remis à jour au regard du dernier indice TP01 disponible ;

- la valeur datée du dernier indice public TP01 en base 2010.

Article 4

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction conformément aux dispositions des articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88 010 - 30 941 NÎMES cedex 09 :

- Par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.
-

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

Article 5 – Délais et voies de recours

1. Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
2. Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois. *Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;*
3. Le présent arrêté est publié sur le site internet de l'État en Vaucluse pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète d'APT, le directeur départemental de la protection des populations, le maire de MENERBES, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, le directeur départemental des territoires, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant par le SPRT.

Avignon, le 12 juillet 2023

Pour la préfète,
La sous-préfète chargée de mission

signé : Justine RENAULT